

Une perte pour la sécurité alimentaire

Une étude de la CNUCED interpelle sur l'intérêt réel de programmes de lutte contre la pauvreté

Nilanjana Biswas
(nilanjanabiswas@
yahoo.com),
chercheuse
indépendante

L'étude de la CNUCED intitulée *Le secteur de la pêche de la Gambie : commerce, valeur ajoutée et inclusion sociale, avec une attention spéciale sur les femmes* (2014) constitue une importante contribution pour la compréhension de l'impact des programmes de développement gouvernementaux de réduction de la pauvreté. Ce travail a été réalisé par une équipe de la CNUCED menée par Simonetta Zarilli, responsable de sa Section commerce, parité et développement, et de Stefano Inama, chef de sa Section du Cadre intégré renforcé, plus Momodou Cham et Irene Musselli. Il s'est basé largement sur des informations et des documents collectés en Gambie auprès d'agents de l'État, de spécialistes des pêches, de représentants d'organisations de femmes et de coopératives de crédit, d'exportateurs de poissons et autres acteurs.

La Gambie est l'un des 49 pays officiellement considérés par les Nations Unies comme Pays les moins avancés (PMA), compte tenu des indicateurs de la vulnérabilité économique et du développement humain. Sa population est d'environ 1,36 million d'habitants, dont 48,4 % vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour.

Les pêches artisanales de Gambie font appel à des pratiques relativement extensives à faible apport de capitaux. Malgré ses opérations à petite échelle, ce secteur fournit 90 % de la consommation nationale totale de poisson, et

c'est la principale source de matière première pour le secteur industriel. Il apporte également environ 80 % du débit de production des ateliers de transformation industriels.

Le secteur de la pêche représente une importante source de revenus et de devises pour ce pays. C'est aussi un grand contributeur en matière de sécurité alimentaire et d'emplois, tout particulièrement pour les pauvres. La pêche et les activités connexes de transformation et commercialisation apportent des revenus aux pauvres. C'est la principale source de revenus dans les communautés de pêche du littoral ; c'est une importante activité d'appoint dans les communautés rurales de l'intérieur. Les moyens d'existence de plus de 200 000 personnes dépendent directement ou indirectement de la pêche et d'activités liées à la pêche. La transformation et la commercialisation occupent notamment beaucoup de femmes. On estime que 80 % des transformateurs et la moitié des petits poissonniers sont des femmes.

On constate des différences significatives entre les hommes et les femmes pratiquant ces métiers. Les transformatrices et vendeuses opèrent essentiellement sur le marché intérieur, à petite échelle, et avec de faibles marges de profit. Généralement, elles achètent au quotidien de petites quantités de poisson frais auprès de gros commerçants dans les sites de débarquement et s'en vont revendre au détail leur marchandise dans des marchés urbains proches. Les hommes, par contre, occupent une place prépondérante dans la transformation et la commercialisation à grande échelle, qui dégagent des marges plus importantes. Ils dominent aussi le marché à l'exportation. Leurs produits se vendent dans les marchés de l'intérieur et les marchés sous-régionaux où les bénéfices sont plus importants. Certains mareyeurs spécialisés envoient leur poisson dans d'autres pays : Ghana, Sénégal, Guinée-Conakry... Des usines de transformation se fournissent également auprès d'eux en poisson frais pour expédition vers l'Union Européenne. C'est dans ce contexte que cette étude procède à un examen critique des politiques gambiennes d'exportation du poisson en tant qu'élément d'une stratégie de lutte contre la pauvreté. Elle fait en outre porter le débat sur des aspects cruciaux de la problématique de genre, qui devraient être pris en compte par les planificateurs du développement.

ICSF



Transformatrices au travail en Gambie. Dans ce pays, 80 % des transformateurs sont des femmes, et la moitié des petits vendeurs sont aussi des femmes

Le premier motif de préoccupation est que, si la stratégie favorable aux pauvres ne traite pas spécifiquement les difficultés des femmes en matière de commerce et d'accès aux nouveaux marchés, elle pourrait finalement avoir des effets négatifs sur les femmes de ce secteur. Les avantages générés par une meilleure efficacité seraient alors récupérés par les hommes, qui opèrent déjà à plus grande échelle, ce qui accentuerait encore les disparités dans ce secteur. Par ailleurs, si cette stratégie est clairement tournée vers l'exportation, elle s'intéressera probablement d'abord aux problèmes de ceux qui sont d'ores et déjà en train d'exporter. En encourageant une stratégie de développement reposant sur l'exportation, on pourrait bien au final porter préjudice à l'activité traditionnelle des femmes dans ce secteur.

Deuxièmement, étant donné que les femmes opèrent essentiellement sur le marché intérieur, la réduction de leur activité accentuerait l'insécurité alimentaire. C'est là un aspect important car le secteur est le troisième fournisseur de nourriture, après l'agriculture et l'élevage. Son apport à la nutrition est particulièrement important : c'est la principale source de protéines animales pour la plupart des Gambiens.

Dans le même temps, avec le développement de la filière de transformation du poisson à destination des marchés extérieurs, des emplois supplémentaires seront disponibles pour des femmes peu qualifiées dans les opérations en aval. D'un côté, des femmes accéderont à des emplois mal payés dans les établissements travaillant pour l'exportation ; d'un autre côté, les transformatrices et vendeuses traditionnelles seront encore plus marginalisées.

Cette étude analyse donc le problème suivant : dans quelle mesure une stratégie fondée sur l'exportation et ne tenant pas compte des difficultés spécifiques des femmes du secteur traditionnel va-t-elle encore accroître les disparités sociales et économiques dans le monde de la pêche ? Il peut y avoir une modernisation sélective, une ségrégation du segment exportateur ; il peut se produire un processus aggravé de marginalisation de certaines femmes. Cela entraînerait donc un appauvrissement supplémentaire des familles des femmes jusque-là actives dans le secteur traditionnel. Cette stratégie pourrait mener à une concentration de la richesse, à une attention encore plus grande accordée aux produits d'exportation valorisés, et à une difficulté croissante des consommateurs locaux pour se procurer du poisson.

Cette étude recommande par conséquent aux planificateurs du développement d'accorder dans leurs travaux une attention

particulière aux difficultés des femmes. Elle leur demande d'avoir à l'esprit les besoins de ces femmes quand ils préparent des projets d'amélioration des sites de débarquement, des marchés au poisson locaux. Elle suggère diverses mesures concrètes, par exemple des quotas en faveur des femmes pour l'obtention et la vente du poisson. Et les investissements ne devraient pas être réservés uniquement au développement des exportations ; ils devraient aussi servir à améliorer les marchés intérieurs, ce qui profiterait à ces femmes. À cet égard, l'étude suggère de moderniser les installations sur le marché intérieur (glacières, entreposage frigorifique, manutention, transformation, emballage, locaux de vente bien équipés...).

L'étude recommande en outre de faciliter pour ces femmes l'accès au crédit, aux services de vulgarisation, de formation et de commercialisation. En matière de crédit, elle suggère des mesures d'action positive, par exemple un pourcentage prédéterminé de crédit destiné aux femmes, des lignes de crédit spécifiquement réservées à l'activité de ces femmes. En matière de formation, elle retient trois domaines cruciaux : 1) techniques de manutention, transformation et commercialisation du poisson et produits dérivés, 2) utilisation des informations sur l'état du marché et établissement de contrats commerciaux, 3) comptabilité et planification de l'activité.

Par ailleurs, l'étude souligne l'intérêt de créneaux particuliers permettant aux femmes de gagner de l'argent avec des produits bien valorisés. Elle suggère notamment de promouvoir une aquaculture artisanale pour la crevette et l'huître, et même d'approvisionner d'éventuels débouchés à l'exportation pour ces denrées exclusivement par la production de ces femmes de la pêche.

L'importance de la problématique de genre dans la planification du développement est également bien mise en évidence. Car dans certains contextes, des programmes de réduction de la pauvreté peuvent en fait accroître les disparités sociales et économiques dans la société et malmenier la sécurité alimentaire des pauvres. Ceci dit, les recommandations de cette étude, qui vise à intégrer davantage les transformatrices dans des marchés valorisés, des créneaux particuliers, et même à leur trouver des débouchés à l'exportation, peuvent sans doute contribuer dans une certaine mesure à traiter les inégalités entre hommes et femmes. Mais elles pourront aussi accroître les inégalités et porter atteinte à la sécurité alimentaire. En conclusion, ce travail ne remet pas fondamentalement en cause le bien-fondé d'une croissance basée sur le marché, et qui cherche à maximiser les profits. ❏

Dans quelle mesure une stratégie fondée sur l'exportation et ne tenant pas compte des difficultés spécifiques des femmes du secteur traditionnel va-t-elle encore accroître les disparités sociales et économiques ?